



Tous droits réservés

## PROCEDURE CIVILE

### Séance 3 - La mise en mouvement de l'action civile

I.	Les demandes.....	3
A)	Les différents types de demandes .....	3
1)	Les demandes initiales .....	3
2)	Les demandes incidentes.....	3
	(i) Les demandes reconventionnelles .....	4
	(ii) Les demandes additionnelles .....	4
	(iii) L'intervention.....	4
3)	L'intérêt de la distinction.....	5
	a) Sur le fond .....	5
	b) Sur la forme .....	5
4)	Les moyens de défense.....	5
B)	La classification des demandes .....	6
1)	Les catégories.....	6
2)	La distinction entre les actions mobilières et immobilières.....	6
C)	La forme des demandes.....	7
II.	Les modes de saisine.....	7
1)	L'assignation et les requêtes.....	8
	a) La représentation par un avocat .....	8
2)	Le recours préalablement aux modes de résolutions amiable des différends	8
3)	L'assignation .....	9
	a) Les effets de l'assignation.....	9

b) Règle de forme .....	10
4) Les requêtes.....	11
<b>B) La signification .....</b>	<b>12</b>
<b>III. Les parties à l'instance .....</b>	<b>13</b>
<b>A) Les parties privées .....</b>	<b>13</b>
1) La compétence .....	13
a) Il faut être majeur ou émancipé pour agir personnellement en justice....	14
b) Il faut disposer de ses droits .....	14
c) La représentation pour la personne morale.....	14
d) Le défaut de mention du demandeur .....	14
2) La représentation .....	14
<b>B) Le ministère public.....</b>	<b>15</b>

# I. Les demandes

## A) Les différents types de demandes

La demande est la matérialisation du **droit d'agir en justice**. Elle permet à la personne de faire reconnaître son droit ou de déclarer son droit.



**Définition :** Les demandes sont relatives d'abord à celui qui introduit l'instance et prend, de ce fait le nom de demandeur.

Le défendeur est celui qui a vocation à faire valoir ses droits.

### 1) Les demandes initiales

Ces demandes introduisent l'instance. Elles permettent de saisir le juge, et font l'objet du litige. À partir de la demande, il sera possible de déterminer la compétence du juge et la recevabilité de l'action.

Le juge n'a pas l'obligation de trancher le fond du litige, si la demande faite au juge exige qu'il se prononce. Il a l'obligation de se prononcer sur sa compétence qui peut le conduire à la décliner.

La demande initiale fixe l'état du litige, même si cette règle reçoit une dérogation concernant la responsabilité lorsque le juge tranche il apprécie l'étendue du préjudice.

### 2) Les demandes incidentes

L'état du litige se limite rarement aux demandes initiales. On constate le prononcé de demandes incidentes qui vont s'ajouter aux premières demandes.

### *(i) Les demandes reconventionnelles*



**Définition :** Les demandes reconventionnelles : sont des prétentions propres au défendeur, autres que le rejet des prétentions du demandeur.

Le défendeur fait une demande positive au juge. Autrement dit, il devient demandeur à l'instance. : il s'agit d'une technique de défense.

Le défendeur oppose au demandeur ses propres demandes pour amener l'adversaire à reconsidérer l'intérêt de maintenir le procès.

L'existence de demande reconventionnelle justifie une opposition qui permet en première instance au demandeur de se désister avec l'accord du défendeur pour motifs valables. En appel, le demandeur ne peut se désister sans l'accord sauf si l'adversaire a formé des demandes incidentes c'est-à-dire reconventionnelles.

### *(ii) Les demandes additionnelles*

Dans les demandes incidentes, on trouve aussi les demandes additionnelles.



**Définition :** Les demandes additionnelles sont des demandes qui émanent de chaque partie et modifient les demandes précédentes.

### *(iii) L'intervention*

On distingue l'intervention volontaire et forcée.



**Définition :** L'intervention volontaire c'est lorsqu'une tierce personne s'ajoute à une instance existante puisqu'elle possède des intérêts à défendre

L'intervention forcée c'est lorsqu'une partie décide durant le procès d'agir contre un tiers participant à l'instance.

### 3) *L'intérêt de la distinction*

#### a) Sur le fond

Les demandes initiales déterminent la compétence de la juridiction saisie.

Les demandes incidentes sont étudiées par la juridiction alors même qu'en temps normal celle-ci ne serait pas compétente. Mais elle doit se rattacher à la demande initiale conformément à l'**article 70 du Code de procédure civile**. Cette règle ne s'applique pas pour les demandes de compensation. Sauf, si le domaine de la demande incidente relève de la compétence exclusive d'une autre juridiction, elle devait saisir la juridiction compétente d'une question préjudicielle et surseoir à statuer.

#### b) Sur la forme

Les demandes incidentes sont des moyens de défense : sans assignation par les conclusions. À l'inverse d'une demande initiale devant le TJ.

### 4) *Les moyens de défense*

Ces moyens de défense sont une argumentation dans laquelle le défenseur pose les arguments en défense contre le demandeur. Il s'agit de la défense du fond.

Elle se fait par les conclusions et elle est susceptible d'évoluer entre les degrés de juridiction pour s'adapter à la motivation du jugement.

La défense s'organise par différentes techniques pour faire reconnaître l'action comme irrégulière ce sont des exceptions de procédures et des fins de non-recevoir.



**Définition :** L'exception de procédure se trouve dans la procédure en cours pour établir une irrégularité ou une extinction de l'action. Elle peut avoir pour effet de suspendre l'action il s'agit d'un moyen processuel.

La fin de non-recevoir c'est un droit d'agir pour faire déclarer l'action irrecevable sur des questions de fond et de procédure.

## B) La classification des demandes

### 1) Les catégories

L'action personnelle sanctionne un droit personnel soit un droit de créance. Les actions en lien avec la personne sont divisées en deux : les actions patrimoniales et extrapatrimoniales. Les juridictions compétentes sont celles du lieu où demeure le défendeur.

L'action réelle porte sur un droit réel : un bien. Les juridictions à saisir sont celles du lieu de l'immeuble.

L'action mixte : qui mêle les deux autres. Le demandeur a un choix pour la juridiction qui doit saisir.

### 2) La distinction entre les actions mobilières et immobilières

Les actions mobilières sont personnelles (**art. 2276 Code civil**).

Les actions immobilières sont rattachées à la **chose**. Elles se composent des actions pétitoires et du référé possessoire.

L'action pétitoire protège le propriétaire d'un immeuble, ce qui lui permet de revendiquer la propriété d'un immeuble.

Le référé possessoire permet au possesseur qui se comporte comme le titulaire de droits réels, mais n'est pas le propriétaire.

## C) La forme des demandes

L'**article 768 du Code de procédure civile** indique que les conclusions doivent formuler les prétentions des parties, les moyens de fait et de droit qui fondent les prétentions, et un bordereau énumérant les pièces qui permettent de justifier les prétentions.

Les conclusions sont un exposé des faits et de la procédure, une discussion des prétentions et des moyens ainsi qu'un dispositif récapitulant les prétentions.

Le tribunal statue uniquement sur les prétentions énoncées au dispositif, il n'examine les moyens que s'ils sont invoqués lors de la discussion.

## II. Les modes de saisine

La **réforme de 2019** simplifie les modes de saisine. On trouve donc :

- L'assignation, mode de saisine du TGI
- La saisine par requête simple ou conjointe.



**Définition :** L'assignation est un acte d'huissier qui provient du demandeur à destination du défendeur, pour l'informer de la démarche du demandeur de saisir un juge, ainsi que de la nature du litige.

La requête est un acte de procédure écrit déposé au greffe ayant pour objet de saisir la juridiction.

L'assignation est le mode de saisine principal, il est obligatoire pour les demandes supérieures à 10.000 € devant le TJ. Alors que, le montant de la requête ne doit pas dépasser les 5.000 €, et elle est utilisée dans des matières particulières. Exceptionnellement, l'instance ne peut être introduite par voie de requête sans regarder le montant, avec la compétence du TJ ou lorsque la loi le prévoit expressément. La requête conjointe peut être utilisée dans tous les cas.

L'instance commence par la rédaction même de l'assignation, puisqu'elle engendre des conséquences. L'assignation doit être signifiée autrement dit notifiée par voie d'huissier.

## *1) L'assignation et les requêtes*

### *a) La représentation par un avocat*

Devant un TJ, il y a l'obligation d'être représenté par un avocat. Cette obligation concerne aussi les procédures devant les juridictions spécialisées.

L'**article 760 du Code de procédure civile** prévoit des exceptions, qui sont des dispenses à cette obligation, par exemple pour les matières qui relèvent de la compétence du juge de l'exécution.

Pour les matières dont le TJ a la compétence exclusive, les parties sont tenues de constituer avocat, quel que soit le montant de leur demande.

Le recours à la représentation est étendu dans certaines matières spécialisées. En ce sens la présence d'un avocat lors d'un contentieux familial pour une demande de révision de la prestation compensatoire est obligatoire, ou même dans un contentieux de fixation des loyers commerciaux.

## *2) Le recours préalablement aux modes de résolutions amiable des différends*



L'**article 750-1** prévoit que le juge peut prononcer d'office l'irrecevabilité, si la demande en justice n'est pas précédée au choix des parties d'une tentative de conciliation par un conciliateur de justice d'une tentative de médiation ou d'une tentative de procédure participative lorsqu'elle tend au paiement d'une somme ne dépassant pas 5. 000€ ou si elle est relative à l'une des actions énoncées à **l'article R. 211-3-4 et R. 211-3-8 du Code de l'organisation judiciaire**.

Les parties sont dispensées de l'obligation mentionnée du premier alinéa dans différences cas : si l'une des parties ou les deux sollicitent l'homologation d'un accord, lorsque l'exercice d'un recours préalable est imposé auprès de l'auteur de la décision, si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable mentionnée au premier alinéa est justifiée par un motif légitime tenant soit à l'urgence manifeste, soit aux circonstances de l'espèce rendant impossible une telle tentative ou nécessitant qu'une décision soit rendue non contradictoirement, soit à l'indisponibilité de conciliation dans un délai manifestement excessif au regard de la nature et des enjeux du litige ; lorsque le juge ou l'autorité administrative doit, en application d'une disposition particulière, procéder à une tentative préalable de conciliation.

L'**article 56 et 58 du Code de procédure civile** prévoit l'obligation de rechercher une issue amiable avec la partie adverse avant la saisine juridictionnelle, quel qu'en soit le mode.

### 3) *L'assignation*

#### a) Les effets de l'assignation

L'assignation ou la requête est la représentation de la demande initiale. Elle délimite l'objet du litige c'est-à-dire l'office du juge.

La demande saisie le juge, puisqu'il ne peut se saisir d'office. Dès lors qu'il est saisi le juge va statuer sur la ou les demandes. Il ne peut statuer que sur ce qui est demandé. Pour le cas spécifique de l'assignation, l'assignation a lieu en deux temps : l'information du défendeur et le dépôt au greffe de la juridiction. Le juge ne peut être saisi que de l'assignation qui est déposée. Le dépôt de l'assignation formalise le lien avec le début de l'instance.

La demande pour l'assignation est une information du défendeur qui interrompt les délais de prescription et de forclusion. L'interruption n'a pas d'effet si le demandeur laisse périmer l'instance en n'enrôlant pas l'assignation, s'il se désiste, s'il ne voit opposer une fin de non-recevoir ou s'il est débouté de ses demandes. Le fait de saisir un juge incompétent permet d'interrompre les délais.

La demande conduit à une mise en demeure et donc elle fait courir des intérêts moratoires. Elle a pour effet de rendre transmissibles les actions qui ne le sont pas si elle est introduite avant le décès du défunt.

On doit se placer à la date de l'assignation pour apprécier le bien-fondé des demandes et sa recevabilité.

#### b) Règle de forme

La rédaction de l'assignation est un acte d'huissier, il doit répondre aux conditions de **l'article 648 du Code de procédure civile**. Il est prévu des mentions obligatoires.

- la date
- identification du requérant :

Personne physique : nom/ domicile/ profession/ prénom usuel/ date et lieu de naissance/ nationalité

Personne morale : dénomination/ forme et lieu du siège social/ organe qui représente la personne morale

- la juridiction devant laquelle la demande est portée, l'objet de la demande, et les mentions relatives à la désignation d'immeubles.
- S'il y a eu une tentative de conciliation
- Modalité de comparution

Conformément à **l'article 56 du Code de procédure civile**, l'assignation doit aussi contenir :

- lieu, jour, date, heure de l'audience
- un exposé des moyens en fait et en droit
- la liste des pièces à fournir qui fondent la demande et qui doivent être annexées

L'assignation vaut conclusion. Elle comprend l'ensemble des éléments pour défendre des intérêts soutenus par le demandeur. L'**article 752** dispose que l'assignation indique la constitution de l'avocat du demandeur ainsi que le délai dans lequel le défendeur est tenu de constituer l'avocat.

L'assignation mentionne l'accord du demandeur pour que la procédure se déroule sans audience en application de l'**article L212-5-1 du Code d'organisation judiciaire**.

L'**article 753** vise l'hypothèse que l'assignation soit délivrée dans une procédure sans représentation obligatoire.

#### *4) Les requêtes*

On trouve une requête établie par le requérant et une requête conjointe entre les parties.

Si la requête est formée par le demandeur, la requête saisit la juridiction sans que son adversaire en ait été préalablement informée. Lorsqu'elle est remise ou adressée conjointement par les parties, elle soumet au juge leurs prétentions respectives.

Elle contient, en plus des mentions communes à toutes les saisines, à peine de nullité :

- l'indication des noms/ prénoms/ domicile de la personne contre laquelle la demande est formée ou s'il s'agit d'une personne morale, de sa dénomination et de son siège social
- l'exposé sommaire des motifs de la demande
- L'indication des pièces qui fondent la demande
- la date et la signature

La requête peut mentionner l'accord du requérant pour que la procédure se déroule sans audience en application de l'**article 212-5-1 du Code de l'organisation judiciaire**.

Si la requête est formée par voie électronique, les pièces sont jointes en un seul exemplaire.

Si les parties sont représentées par un avocat, la requête contient à peine de nullité la constitution de l'avocat ou des avocats des parties.

Tout comme l'assignation, la requête vaut conclusions.

## B) La signification

C'est le fait de notifier au défendeur l'existence du litige.

L'objectif est de prévoir des techniques propres à garantir le fait que le défendeur soit informé de l'existence du litige afin qu'il puisse préparer sa défense.

Un huissier doit présenter l'acte à la personne destinataire : le défendeur (**art. 654 CPC**). Si c'est une personne morale, la présentation se fait auprès du représentant légal. Lorsqu'il y a une pluralité de défendeurs : la signification est réalisée auprès de chacun d'eux.

L'huissier se rendra au lieu de résidence du destinataire, ce qui est une notion plus souple que celle de domicile. Si c'est une personne morale, il s'agit du lieu du siège social ou d'établissement si une personne peut recevoir l'acte.

L'assignation laisse un délai de 15j pour que le défendeur trouve un avocat.

Le demandeur doit saisir la juridiction désignée dans les deux mois de l'assignation et au minimum 15j avant la date de l'audience. Le défendeur peut procéder aussi à la saisine, mais ce n'est pas son rôle.

À l'issue de l'assignation, le greffe enrôle l'affaire.



**Définition :** Le greffe enrôle l'affaire, signifie qu'il va inscrire l'affaire au répertoire général et constituer un dossier pour la juridiction.

Le président distribue l'affaire à l'une des chambres, en fonction de la nature de l'affaire.

Les parties et les avocats peuvent conclure une convention de procédure participative aux fins de mise en état. Si c'est le cas, le président peut, à leur demande, fixer la date de l'audience de clôture de l'instruction et la date de l'audience de plaidoiries. Le cas échéant, le juge ordonne le retrait du rôle.

Le président, après avoir connaissance du dossier, décide si l'affaire peut être jugée en l'état ou s'il convient de la confier à une instruction devant le juge de la mise en état. Si l'affaire est en état d'être jugée, le président renvoie à l'audience de plaidoirie.

Le président, dans tous les cas, déclare l'instruction close. Les parties consentent à ce que l'affaire se déroule en audience conformément aux dispositions de l'**article L313-5-1 du Code de l'organisation judiciaire**. Le président fixe la date et le dépôt des dossiers au greffe de la chambre, après avoir déclaré que l'instruction est close. Le greffier avise les parties. À défaut, le ministère public informe les parties du nom des juges de la chambre et de la date à laquelle le jugement est rendu (**art. 778 CPC**).

Le président peut décider que les avocats se présenteront devant lui, à une date d'audience qu'il fixe, dans le cas où il estime un échange de conclusion ou de communication suffisant pour mettre l'affaire en état (**art. 779 CPC**).

Si l'affaire n'est pas en état, il la renvoie en mise en état.

L'affaire est introduite par une requête (**art.758 CPC**). Le requérant est avisé par tout moyen. Le greffier convoque le défendeur à l'audience par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La convocation vaut citation.

Si la représentation est obligatoire, l'avis est donné aux avocats par simple bulletin. La copie de la requête est jointe à l'avis adressé à l'avocat du défendeur ou lorsqu'il n'est pas représenté au défendeur.

### III. Les parties à l'instance

Les parties sont au cœur du procès civil.

#### A) Les parties privées

Toute personne ayant la qualité et l'intérêt d'agir peut ester en justice.

##### 1) La compétence

a) Il faut être majeur ou émancipé pour agir personnellement en justice

Les actions du mineur sont menées par ses représentants légaux. Généralement, les parents.

b) Il faut disposer de ses droits

Les personnes sous tutelle sont représentées par un tuteur.

Les personnes sous curatelle peuvent accomplir les actes en justice sous la réserve d'être assistées par leur curateur. L'assignation doit viser la personne sous curatelle et le curateur.

Les personnes sous sauvegarde justice peuvent agir. Sauf si les actes peuvent, être annulés en raison qu'elles n'étaient pas saines d'esprit lors de l'acte.

c) La représentation pour la personne morale

Elle peut être conférée par la loi ou par voie conventionnelle (dans les statuts d'une société ou un contrat de mandat, ou la décision d'un juge lors de l'ouverture d'une procédure). Le représentant et le représenté doivent apparaître dans les actes de la procédure.



**Attention :** La personne vulnérable n'a pas à être mentionnée sur les actes. Seule la mention de son représentant légal suffit.

d) Le défaut de mention du demandeur

La sanction est la nullité pour vice de fond ou de forme.

Dans le cas d'un défaut total d'indication du requérant : il s'agit d'une nullité de fond, car il ne peut être vérifié la capacité d'agir.

Si c'est une omission ou une erreur sur le nom du représentant d'une personne morale : nullité de forme.

## 2) *La représentation*

Les parties peuvent être indiquées, mais elles peuvent être représentées : on dit alors qu'il y a une représentation *ad litem*.

L'intérêt du représentant est d'apporter une meilleure défense des intérêts des personnes devant des juridictions.

Le représentant reçoit un mandat pour agir au nom d'une personne. Les avocats et huissiers sont réputés avoir ce mandat, pour les dispenser de se justifier, sauf pour les actes de disposition.

Lorsqu'il est possible de se faire représenter par des autres ayant d'autres qualités, il est nécessaire de faire un mandat exprès.

Selon l'**article 726 du Code de procédure civile** lorsque la représentation n'est pas obligatoire, les parties peuvent se défendre elle-même ou par une autre personne. Par exemple : avocat, conjoint, pacsé, concubin, parents ou alliés en ligne directe, etc.

Si le représentant n'est pas un avocat, il doit justifier d'un **pouvoir spécial**. Le mandat peut être révoqué par le mandant ou le mandataire. Si le mandant change de représentant, il doit en informer la juridiction et la partie adverse.

Les parties à l'instance peuvent changer. Des personnes au départ tiers à l'instance peuvent devenir des parties : à la demande de l'une des parties dans ce cas on parle d'une intervention forcée ; soit à l'initiative du tiers dans son intérêt et alors on parle d'une intervention volontaire.

## B) Le ministère public

Les attributions judiciaires du ministère public oscillent entre un rôle d'assistance (on dit partie jointe) et un rôle de partie (on dit partie principale).

Lorsqu'il intervient en application de la loi, dans une partie dont il a communication en vertu de l'**article 424 du Code de procédure civile**, il est partie jointe. Il a la charge de défendre l'intérêt de la collectivité et de veiller au respect de l'ordre public.

Lorsqu'il intervient, les parties sont informées par le greffe. Il n'est pas tenu au respect du contradictoire.

Il est peut-être récusé par les parties lorsqu'il est partie jointe.

On trouve une communication obligation dans certains domaines inscrits à l'**article 425 du Code de procédure civile**, et une communication facultative prévue à l'**article 426 du Code de procédure civile**.

Le juge peut informer le ministère public d'une affaire (**art. 427 CPC**).

La Cour de cassation estime que les parties doivent communiquer dans un temps permettant aux parties d'y répondre utilement (**Cass. 1<sup>er</sup> civ. 14 janvier 2010 n° 08-21051**).

Le ministère public peut apparaître en qualité de défenseur si le procès est dirigé contre lui.



**Attention :** Sa compétence ne se limite pas au cas prévu par la loi il peut agir à chaque fois que l'ordre public est en question.